

**Arrêté préfectoral complémentaire  
Société EURL LA FERME DU BOIS  
Établissement COMPOST'OISE  
Commune de Monchy-Humières**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil européen du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission européenne du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT) ;

Vu le Code de l'environnement, notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup>, ses titres I et II du livre II et son titre I<sup>er</sup> du livre V ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation, en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2001 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 réglementant le fonctionnement de la plateforme de compostage exploitée par la société EURL LA FERME DU BOIS sur la commune de Monchy-Humières ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées, notamment celui du 11 mars 2026, constatant la mise en conformité du site aux exigences IED ;

Vu le rapport établi par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) suite à la visite d'inspection du 11 mars 2026 ;

Vu le courriel transmis à l'exploitant le 7 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant formulée par courriel en date du 14 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. L'installation COMPOST'OISE relève de la directive 2010/75/UE (IED) sous la rubrique n° 3532 et doit, à ce titre, respecter les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF WT ;
2. L'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 transpose ces exigences techniques pour les installations de compostage ;
3. Lors de la visite d'inspection du 11 mars 2026, il a été constaté que l'exploitant avait achevé l'imperméabilisation totale du site (incluant l'extension de 7 000 m<sup>2</sup>) par un enrobé étanche raccordé à un système de collecte des effluents, rendant caduques les anciennes dispositions relatives au caractère « provisoire » de ladite extension ;
4. L'installation fonctionne désormais en circuit fermé intégral, sans aucun rejet d'effluents vers le milieu naturel, toutes les eaux résiduaires et pluviales étant collectées et stockées dans deux bassins de rétention étanches en vue de leur recyclage exclusif dans le processus de compostage ;
5. L'exploitant, qui a atteint une autonomie complète en eau par le recyclage de ses effluents, ne réalise plus aucun prélèvement dans le milieu naturel ou le réseau public pour les besoins du process, rendant ainsi sans objet les prescriptions antérieures de surveillance des compteurs de prélèvement extérieur ;
6. Le site ne produit aucun rejet atmosphérique canalisé, rendant inapplicables les valeurs limites d'émission (VLE) à la cheminée, prévues par l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 ; les émissions diffuses et les odeurs sont désormais encadrées par les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 ;
7. Le dépôt du dossier de définition du périmètre IED (29 000 m<sup>2</sup>) et de l'analyse par l'exploitant, en juin 2021, démontre l'absence de nécessité d'un rapport de base au vu de l'étanchéité totale du site et de l'absence de substances dangereuses prioritaires ;
8. En conséquence, il est nécessaire d'abroger et de remplacer les articles concernés de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 afin de mettre en adéquation l'encadrement juridique avec la situation technique réelle du site ainsi que les nouvelles obligations réglementaires ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation :**

La société EURL LA FERME DU BOIS, dont le siège social est situé à la Ferme du Bois 60113 Monchy-Humières, autorisée à exploiter des installations de compostage COMPOST'OISE sises Ferme du Bois de Monchy sur le territoire de la commune de Monchy-Humières, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

## **Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs :**

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Article visé	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019	II.5.1	abrogé et remplacé
	II.2.2	abrogé et remplacé
	II.2.3	abrogé et remplacé
	II.6.1	abrogé et remplacé
	9.2.1	abrogé et remplacé

## **Article 3 – Imperméabilisation et protection des sols :**

Les dispositions édictées à l'article II.5.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

*« L'intégralité des surfaces de manipulation, de broyage et de stockage (intrants et produits finis), incluant la zone initiale et l'extension de 7 000 m<sup>2</sup>, est maintenue de façon permanente sous un revêtement étanche. Le système de drainage, comprenant le fossé circulaire de l'extension et le décanteur-déshuileur, est entretenu pour garantir l'absence de toute infiltration vers le sol, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 et à la MTD 19 du BREF WT.»*

## **Article 4 – Gestion des effluents et circuit fermé :**

Les dispositions édictées à l'article II.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

*« L'installation fonctionne en circuit fermé intégral pour la gestion des eaux de process et de ruissellement polluées. Ses effluents sont collectés et dirigés vers les deux bassins de rétention étanches (capacité totale de 3 000 m<sup>3</sup>) pour être exclusivement recyclés par arrosage ou humidification des andains. Tout rejet vers le milieu naturel est interdit, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 et aux MTD 19 et 20 du BREF WT. »*

## **Article 5 – Surveillance sanitaire des eaux recyclées :**

Les dispositions édictées à l'article II.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

*« L'exploitant assure une surveillance annuelle de la qualité microbiologique des eaux stockées dans les deux bassins de rétention. En cas de réutilisation des andains pour l'arrosage, l'absence de Salmonelles (recherche dans 1 litre) doit être démontrée par analyse, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021. »*

## **Article 6 – Suivi de la consommation en eau :**

Les dispositions édictées à l'article II.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

*« En raison de l'absence de prélèvement dans le milieu naturel ou le réseau public pour les besoins du process, l'exploitant met en œuvre un suivi de l'efficacité de l'utilisation de l'eau via des dispositifs de mesure (compteurs volumétriques) installés sur le système de pompage des bassins de recyclage. Les volumes réutilisés mensuellement sont enregistrés et tenus à disposition de l'inspection, conformément à l'article 14 bis de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021 et à la MTD 3 du BREF WT. »*

### **Article 7 – Valeurs limites d'émission atmosphérique :**

Les dispositions édictées à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 sont abrogées.

L'installation ne disposant d'aucun rejet canalisé, les valeurs limites d'émission à la cheminée sont sans objet.

Les émissions diffuses et les odeurs sont désormais régies par les articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2021.

### **Article 8 – Intégration de l'extension et périmètre IED :**

Les dispositions relatives au caractère provisoire de la zone d'extension de 7 000 m<sup>2</sup> mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

*« L'installation, d'une surface totale de 29 000 m<sup>2</sup>, constitue le périmètre unique de l'installation classée et d'application de la directive IED (rubrique n° 3532). L'extension est autorisée pour le stockage et la manipulation des matières au même titre que la plateforme initiale, sous réserve du maintien de l'intégrité de son enrobé étanche et de son raccordement au système de traitement des effluents. »*

### **Article 9 – Dispositions spécifiques aux biodéchets (en cas de future demande) :**

Toute introduction de biodéchets (déchets de cuisine et de table) sur le site fera l'objet d'un porter à connaissance préalable. Elle entraînera l'application des prescriptions de la rubrique n° 2780-2 et nécessitera la mise en place d'un protocole d'hygiénisation (contrôle des températures) et d'un plan de gestion des odeurs renforcé, conformément à l'arrêté ministériel du 27 mai 2021.

### **Article 10 – Maintien des autres prescriptions :**

Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2019 non modifiées par le présent arrêté restent en vigueur.

### **Article 11 – Délais et voies de recours :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télerecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 12 – Publicité :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Monchy-Humières pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Monchy-Humières fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 13 – Exécution :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Monchy-Humières, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 21 AVR. 2026

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

Société EURL LA FERME DU BOIS – Établissement COMPOST'OISE

Le Sous-préfet de Compiègne

Le Maire de la commune Monchy-Humières

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'Inspectrice de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

